

Autorités et entreprises suisses face à la guerre du Viêt Nam, 1960-1975 [David Gaffino]

Autor(en): **Perreira, Nuno**

Objektyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire**

Band (Jahr): **16 (2009)**

Heft 2

PDF erstellt am: **20.09.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Wahrnehmung der beiden Länder in der veröffentlichten Meinung, die kulturellen Implikationen des in den 1960er-Jahren erwachenden Tourismus oder – um ein konkretes Beispiel zu nennen – die Umstände der Iberienexpedition der Schweizer Fussball-Nationalmannschaft zum Jahreswechsel 1941/42, werden weitgehend ausgeklammert.

Christian Koller (Bangor)

David Gaffino
Autorités et entreprises suisses face à la guerre du Viêt Nam, 1960–1975

Alphil, Neuchâtel 2006, 280 p., Fr. 35.–

Basé sur un mémoire de licence, cet ouvrage retrace l'attitude des milieux politiques et économiques suisses face à la guerre du Vietnam, en partant du questionnement suivant: dans quelle mesure cette attitude a-t-elle été orientée par les quatre concepts fondamentaux de la politique étrangère helvétique que sont la neutralité, la solidarité, l'universalité et la disponibilité? Le propos s'articule en trois chapitres chronologiques, subdivisés en deux parties thématiques, qui abordent respectivement la posture des autorités et celle des entreprises. Bien que répétitif, ce plan permet de saisir avec précision l'évolution de la position helvétique dans le déroulement du conflit, en même temps qu'il reflète une symétrie entre la politique étrangère et la présence économique au Vietnam.

A l'instar de ses relations avec les Etats divisés d'Allemagne et de Corée, la conduite de la Suisse à l'égard des deux parties du Vietnam a été marquée par le déséquilibre. Celui-ci est d'abord patent sur le plan diplomatique, contredisant l'aspiration à l'universalité des relations. Pendant presque toute la durée

de la guerre, la Confédération n'est en effet représentée qu'à Saigon, la capitale du Sud-Vietnam, Etat qu'elle a discrètement reconnu en 1958. De son côté, le Nord-Vietnam communiste n'abritait plus d'agence consulaire helvétique depuis 1954 et n'a été reconnu par Berne qu'en 1971, bien qu'un timide rapprochement ait été entamé dès 1966. Il n'a par ailleurs jamais été question d'entretenir des liens avec les dirigeants communistes du Sud-Vietnam, et divers représentants du FNL-GRP ont été considérés *persona non grata* en Suisse. La diplomatie suisse présente ici une image bien pâle en comparaison de la Suède, autre Etat neutre, qui avait, pour sa part, reconnu Hanoi dès 1969. Ces réticences à se rapprocher du Nord-Vietnam ont probablement influé sur la décision d'organiser les négociations de paix à Paris (entre 1968 et 1973), et non pas à Genève, où s'était tenue en 1954 la Conférence qui avait mis fin à la guerre d'Indochine. Un choix qui peut être considéré comme un échec de la politique des bons offices promue par la Confédération selon le principe de disponibilité.

Sur le plan économique, le contraste est tout aussi saisissant. Bien que très modeste, le commerce avec le Sud-Vietnam dépasse très largement le commerce avec le Nord, où aucune entreprise suisse n'a été active pendant toute la guerre. En ce sens, la Suisse respecte *de facto* l'embargo décrété par les Etats-Unis. A l'inverse, elle exporte au Sud-Vietnam montres, produits chimiques et pharmaceutiques, machines. Ces approches différenciées sont non seulement le reflet de l'importance que Saigon occupait dans le commerce de la région, mais aussi d'évidentes affinités politiques et idéologiques (économie de marché). La neutralité économique n'a pas non plus été respectée dans la délicate question militaire. Contournant l'interdiction de vente de matériel de guerre à un Etat belligérant, la Suisse participe à

l'effort de guerre américain au Vietnam. Ainsi, des avions Pilatus-Porter sont-ils fabriqués sous licence aux Etats-Unis, puis utilisés au Vietnam. Plus significative encore est la livraison massive de pignons et d'engrenages produits par l'horlogerie suisse à destination de l'industrie militaire américaine. On découvre ici avec intérêt comment cette affaire a été délibérément étouffée par le Conseil fédéral.

Constituant des entorses manifestes à la neutralité, ces faits attestent que la Suisse a bel et bien pris position dans ce conflit emblématique de la guerre froide. Elle s'est efforcée de ménager Washington, par crainte de mesures de rétorsion américaines mais également par attachement à la lutte contre le communisme. La Confédération n'a ainsi jamais condamné les bombardements américains, qui ont dévasté le Vietnam dès 1965. Eu égard aux immenses souffrances endurées par les populations civiles du Sud-est asiatique, cette apparente indifférence pourrait aisément faire l'objet d'un réquisitoire. Gaffino a su éviter ce piège, préférant souligner la complexité du conflit vietnamien, lequel, de par sa longueur, sa violence, son caractère très idéologisé et sa médiatisation, a représenté un défi pour la diplomatie suisse.

L'auteur révèle que, au-delà de la maxime «solidarité», ce sont bien les intérêts suisses, mêlant aspects mercantiles et enjeux géopolitiques, qui ont sous-tendu nombre d'initiatives helvétiques relatives à l'aide au développement et à l'assistance humanitaire, domaines qui ont du reste été passablement délaissés au Vietnam. Il est vrai que l'affaire des microscopes livrés par la Suisse à l'Université de Saïgon en 1962–1964 avait été récupérée par la propagande américaine et sud-vietnamienne, incitant la Confédération à plus de retenue. Ce n'est qu'après la signature des Accords de Paris de 1973, qui ont mis fin à l'engagement militaire des Etats-Unis, que l'aide humanitaire helvétique augmente au

profit des deux parties en conflit, avec, en arrière fond, la perspective de se placer en vue de la reconstruction du Vietnam.

Ces arrière-pensées pragmatiques sont mises en évidence par l'historien, qui s'emploie à préciser les opinions et les motivations des différents acteurs (Conseil fédéral, Département politique, division du Commerce, diplomates). On aurait pourtant aimé en savoir davantage sur l'impact que l'opinion publique a pu exercer sur leurs décisions. Imprégnée d'anticommunisme, celle-ci est devenue de plus en plus critique vis-à-vis de l'intervention américaine, ce qui s'est notamment traduit par l'activisme du courant pacifiste ou l'anti-impérialisme des mouvements de 1968.

Dans l'ensemble, l'ouvrage de Gaffino constitue néanmoins une excellente contribution à l'histoire des relations internationales de la Suisse. Préfacé par Daniel Bourgeois, illustré par quelques documents bien choisis, il propose une analyse fine et convaincante, qui éclaire la politique prudente et réservée de la diplomatie suisse, ainsi que les ambiguïtés de la neutralité à l'épreuve de la guerre froide.

Nuno Pereira (Lausanne)

Mascha Madörin
Helfer der Apartheid
oder «verlässliche Freunde»
Wie die Schweizer Banken
das südafrikanische
Apartheidregime stützten

Edition 8, Zürich 2008, 136 S., Fr. 22.–

Die Basler Ökonomin und langjährige Antiapartheidaktivistin legt ein politisch engagiertes Buch vor, das Aufsätze zu den Beziehungen der Schweizer Wirtschaft zum Apartheidregime Südafrikas vereint. Die Studie entstand im Rahmen der Recherchiergruppe Schweiz – Südafrika, die